

Le populisme en débat

Introduction

Arthur Borriello et Anton Jäger

Omniprésent dans le débat public et dans les conversations de science politique – à tel point qu’il a été consacré « terme de l’année » par le *Cambridge dictionary* en 2017 –, le populisme semble être le nouvel air du temps. La multiplication et la concomitance de phénomènes politiques jugés « anormaux » (la montée du Front national, l’élection de Trump, l’émergence de Podemos dans le jeu politique espagnol, le Brexit, la popularité de Matteo Salvini, etc.) suscite une profusion d’expressions catastrophistes sur le populisme comme « vague », « menace » ou « explosion ».

Le diagnostic ainsi posé porte toujours en lui une forme de jugement : être soupçonné de populisme, c’est être considéré comme potentiellement dangereux pour la démocratie. Dans le champ politique, le terme est fortement polémique et fait office de marqueur à double tranchant, tantôt adjectif insultant, tantôt gage d’authenticité et d’extériorité vis-à-vis du système. D’une part, être taxé de populisme, c’est être accusé de démagogie, d’opportunisme politique et de tendances antidémocratiques. Le populisme fait alors l’unanimité contre lui, créant notamment de curieuses solidarités de fait entre libéraux et marxistes par exemple, les uns fustigeant ses tendances autoritaires et antipluralistes, les autres déplorant sa conception personnalisée et simpliste de l’action politique. D’autre part, se revendiquer populiste, dans un typique retournement du stigmat, c’est affirmer son opposition et son extériorité à des élites politiques et des partis traditionnels dont la popularité est en chute libre à peu près partout depuis maintenant au moins trente ans.

Au-delà de son caractère polémique, le concept de populisme, dans ses usages les plus courants, reflète les biais de la littérature qui lui est

consacrée : le manque de profondeur historique, le flou conceptuel, les biais géographiques et les jugements normatifs hâtifs polluent un débat pourtant essentiel à la compréhension des évolutions politiques de notre temps. À cela s'ajoutent les déformations induites par le cloisonnement des traditions académiques et des cultures politiques : d'un espace académique à l'autre (francophone, anglophone, hispanophone) et d'une histoire politique à l'autre (le Vieux Continent contre le Nouveau Monde), le terme évoque des réalités différentes et comporte des connotations opposées. Bien que de nombreux travaux aillent aujourd'hui dans ce sens, une histoire intellectuelle *universelle* du populisme reste encore à faire, fondée sur un travail d'échanges et de traduction entre des traditions trop isolées les unes des autres.

Ce dossier entend accomplir un modeste pas dans cette direction en donnant la parole à trois spécialistes du populisme provenant de traditions de pensée différentes – à la fois en termes d'écoles théoriques, d'ancrages géographiques et de positions normatives.

La variété des contextes nationaux évoqués par chacun des auteurs, la profondeur de chacune des approches qu'ils défendent, mais aussi les lignes de fracture qui apparaissent entre elles lorsqu'elles sont mises en contraste, invitent à sortir des diagnostics rapides et univoques, souvent fortement eurocentrés, qui se contentent d'une dénonciation automatique de la nature démagogique et irrationnelle du populisme. Sans abandonner la saine « *inquiétude démocratique*¹ » qui sous-tend ces diagnostics, ces entretiens la replacent dans une conversation qui prenne acte de débats approfondis provenant de différentes traditions académiques et cultures politiques, en particulier des États-Unis et d'Amérique latine. Ils permettent d'entendre des interprétations alternatives, sous-explorées et étouffées par la psychologisation ou le réductionnisme sociologique du phénomène populiste (le populisme comme expression de la colère populaire ou comme traduction politique des secteurs « arriérés » de la société²). Ils apportent une profondeur historique à des débats qui en manquent souvent cruellement. Enfin, ils permettent de se rendre

1 - Voir le dossier coordonné par Justine Lacroix et Michaël Foessel, « L'inquiétude démocratique. Claude Lefort au présent », *Esprit*, janvier-février 2019.

2 - Derrière ces approches (que l'on retrouve aujourd'hui dans les commentaires condescendants sur la colère des « perdants de la mondialisation ») se cache généralement une comparaison peu flatteuse avec les canons de la rationalité et de la modernité politiques, qui traverse le champ d'études sur le populisme depuis les travaux pionniers de Ghita Ionescu et Ernest Gellner. Voir G. Ionescu et

compte que les questions posées par la multiplication des mouvements populistes engagent la nature profonde du politique, la relation entre démocratie et libéralisme ou encore les grandes évolutions socio-politiques des démocraties contemporaines.

On retiendra quatre grandes lignes de force. En premier lieu, le populisme renferme l'élément d'antagonisme inhérent au politique. Comme l'affirmait Ernesto Laclau, « *le populisme est la voie royale pour saisir la constitution ontologique du politique* tout court³ ». Qu'on salue cette résurgence de l'antagonisme (ou sa domestication « agonistique », pour reprendre la notion défendue par Chantal Mouffe⁴) comme essentielle à la vie démocratique, ou qu'on s'en inquiète au nom de la civilité libérale et des principes de la délibération rationnelle et plurielle, le constat est le même : le populisme nous oblige à penser le caractère constitutif du conflit pour le social⁵. L'espace laissé vide par le déclin des formes traditionnelles de représentation et de médiation aurait ainsi ouvert la voie à un face-à-face de plus en plus exclusif entre l'affirmation exaspérée du conflit (populisme) et sa négation (technocratie). Cependant, le populisme n'est pas un pur moment destituant, mais comporte un rapport spécifique aux institutions qui se donne à voir dans les exemples de « populisme au pouvoir », qui sont particulièrement nombreux et riches d'enseignements en Amérique latine, du péronisme historique et actuel à la récente « vague rose ».

Une deuxième piste de réflexion porte sur le regard que nous portons sur le populisme. Les entretiens qui suivent invitent à opérer un décroisement entre les traditions de pensée – ce qui, d'un point de vue européen, revient à se décentrer. Les expériences latino-américaines permettent de dénaturer certains réflexes de pensée typiquement européens : non, le populisme n'est pas qu'un pré- ou un post-fascisme ; non, le propre du populisme n'est pas la mise en scène d'une opposition morale entre un peuple « honnête » et des élites « corrompues » ; non, le populisme n'est pas un phénomène politique exceptionnel. À l'inverse, les cas européens déjouent un certain nombre d'équations

E. Gellner (sous la dir. de), *Populism: Its Meanings and National Characteristics*, Londres, Weidenfeld and Nicolson, 1969.

3 - Ernesto Laclau, *La Raison populiste*, trad. par Jean-Pierre Ricard, Paris, Seuil, 2008.

4 - Chantal Mouffe, « Politique et agonisme », *Rue Descartes*, n° 67, 2010/1, p. 18-24.

5 - Claude Lefort, *Essais sur le politique. XIX^e-XX^e siècles*, Paris, Seuil, 1986.

ancrées dans les réalités nord et sud-américaines : le populisme n'est pas nécessairement « la réalisation de l'État-providence par d'autres moyens », mais peut être le symptôme politique de son déclin, voire son fossoyeur enthousiaste ; le populisme ne se présente pas toujours sous la forme d'un mouvement de masse ancré dans les secteurs populaires de la société, mais apparaît parfois comme une forme d'organisation lâche et déterritorialisée existant essentiellement sur les réseaux sociaux.

Outre le décentrement culturel et géographique, l'érudition des auteurs invite également à opérer une mise en perspective historique. C'est que, focalisés sur l'actualité politique la plus brûlante (Orbán, Salvini, Maduro, Trump), nous en oublions parfois que le populisme a plus d'un siècle d'histoire – les *narodniki* russes, le populisme nord-américain de la fin du XIX^e siècle et de l'entre-deux-guerres, les populismes latino-américains de la seconde moitié du XX^e siècle – et que le concept de populisme dans la science politique a une histoire intellectuelle mouvementée, longue d'une soixantaine d'années. Réhistoriciser permet de comprendre, par exemple, que certains traits que l'on tend à attribuer au populisme en général ne sont en fait propres qu'à sa version contemporaine et occidentale, et nous en apprennent plus sur les grandes évolutions sociopolitiques de nos sociétés que sur le populisme en tant que tel. La forme organisationnelle verticale, débarrassée des corps intermédiaires, fonctionnant comme un « *non-parti*⁶ », ne correspond ni au péronisme, ni au *People's Party*. Il s'agit plutôt d'un trait transversal de nos sociétés contemporaines, marquées par un processus d'individualisation, de déclin des corps intermédiaires et de personnalisation de la vie politique, processus qui touche l'ensemble des forces politiques, toutes obédiences confondues. Cette forme n'est donc pas spécifique au populisme, mais celui-ci s'adapte sans doute plus facilement à ce nouvel environnement que certaines familles politiques traditionnelles en raison de caractéristiques qui, elles, lui sont propres. À cet égard, l'importance pour le populisme d'un dirigeant charismatique et sa façon de fédérer des demandes hétérogènes qui ne correspondent pas aux frontières établies entre groupes sociaux sédimentés et institutionnalisés lui confèrent une longueur d'avance sur nombre de ses adversaires. Enfin, historiciser le populisme permet de reconnaître son inextricable

6 - Caterina Paolucci, « Forza Italia : un non-parti aux portes de la victoire », *Critique internationale*, n° 10, 2011/1, p. 12-20.

rapport à la modernité politique : loin de la démagogie « directe » des Anciens, le populisme est toujours affaire de représentation – une forme de représentation qui confine d'ailleurs à l'« incarnation » plus qu'à la simple délégation électorale.

Enfin, ces distinctions amènent à repenser et à nuancer notre évaluation normative du populisme. D'une part, beaucoup de critiques qui lui sont adressées sont particulièrement injustes, puisqu'elles visent souvent des éléments qui n'ont pas trait à la nature populiste des mouvements considérés, mais bien à d'autres dimensions qui s'y greffent (le conservatisme, le racisme, etc.). Critiquer le populisme pour sa xénophobie et son nationalisme est un comble, lorsque l'on pense qu'Evo Morales a constitutionnalisé les droits des populations indigènes en Bolivie ou que Podemos défend depuis sa naissance une conception plurinationale de l'Espagne. D'autre part, le populisme pousse à interroger la nature même de la démocratie, en ce qu'il en incarne une dimension fondamentale mais souvent refoulée (l'expression de la volonté et l'exercice de la participation populaires), sans pour autant fournir des solutions durables à ce refoulement et tout en mettant à mal d'autres aspects centraux des démocraties modernes (la gestion quotidienne, institutionnalisée et pacifiée des conflits). En d'autres termes, peu regardant sur les contreponds institutionnels essentiels à la culture démocratique, il permet cependant l'inclusion politique temporaire de secteurs populaires souvent ignorés (les « *sans-part* » de Jacques Rancière) et l'extension de leurs droits.

Le populisme qui prospère aujourd'hui en Europe est inséparable de la confiscation technocratique et intergouvernementale des décisions majeures à l'échelon européen. Toutefois, sa conception du pouvoir est susceptible d'éroder la culture démocratique et institutionnelle qui assure la stabilité du continent. La longueur des expériences populistes en Amérique latine n'est peut-être pas totalement étrangère à la difficulté d'y pérenniser une culture sereine de l'alternance démocratique et des garde-fous institutionnels. Néanmoins, il est à peu près certain que ce continent connaîtrait une répartition des richesses et des droits bien plus inégalitaires s'il n'avait connu ces expériences.

Enfin, on est en droit de se demander si des mouvements dont l'émergence est le symptôme du déclin de la vie démocratique de nos sociétés peuvent réellement constituer le traitement adéquat pour enrayer celui-ci. Sans reconstruire les groupes sociaux et le maillage associatif, sans

retisser le lien social et réinventer une culture politique propre, sans procéder à une analyse systémique et rigoureuse des évolutions du capitalisme financiarisé, est-il véritablement possible de tracer une voie alternative à l'affrontement entre un néolibéralisme technocratique et sa transfiguration nationale-autoritaire ?

Loin des lieux communs sur le « raz-de-marée » ou la « tentation diabolique », le populisme pourrait être la clé de voûte d'une compréhension globale des évolutions politiques de notre temps. La réflexion spécifique sur la multiplication actuelle de mouvements populistes à succès dans les démocraties occidentales ne peut pas faire l'impasse sur le déclin du modèle de représentation démocratique qui a prévalu durant presque tout le ^{xx}^e siècle, singulièrement durant les Trente Glorieuses. Fondé sur les conflits entre groupes sociaux aux intérêts contraires, incarnés par des partis politiques stables et des corps intermédiaires fortement structurés, cet ordre sociopolitique a laissé sa place à une nouvelle ère marquée par le déclin de ces corps intermédiaires, le délitement de ces groupes sociaux et des mondes organisationnels et idéologiques dans lesquels ils se structuraient.

**Loin des lieux communs
sur le « raz-de-marée »
ou la « tentation diabolique »,
le populisme pourrait être la clé
de voûte d'une compréhension
globale des évolutions politiques
de notre temps.**

Dans ce nouveau contexte de fluidité politique accrue prolifèrent les acteurs capables de s'y adapter sur la base d'une communication directe, numérique, désintermédiée, orientée vers un électorat volatil et atomisé : les populistes. Le succès de ces acteurs politiques, qu'il soit perçu positivement ou négativement, signale un profond malaise au cœur du libéralisme contemporain, qui ne parvient plus à faire société, à générer du sens et à susciter des formes d'identification collective. Contre la « haine de la démocratie⁷ » qui prévaut dans les cénacles d'une élite politique aux tendances toujours plus oligarchiques, le populisme dénonce un dévoilement de la démocratie et entend reconstruire un sens collectif. Il met ainsi la démocratie contemporaine devant un miroir déformant faisant apparaître ses défauts et son inachèvement : « *S'il y a parfois de l'indignation ou de l'inquiétude en Europe devant le développement du populisme,*

7 - Jacques Rancière, *La Haine de la démocratie*, Paris, La Fabrique, 2005.

*il s'agit aussi d'avoir l'intelligence de son inquiétude, la science de son indignation et rejeter aussi bien le moralisme flou que le mépris hautain*⁸. »

Ce dossier répond à une volonté de diffusion, de vulgarisation et de confrontation des différents points de vue sur le populisme. Il s'agit, en d'autres termes, de populariser les études sur le populisme. Ce projet poursuit en parallèle une ambition de traduction de travaux parfois mal connus dans l'espace francophone⁹. Les cloisons nationales (et les tentations chauvinistes) continuent d'exister et freinent la circulation des débats et des concepts. Nous espérons que ce dossier contribuera, à son échelle, à la libre circulation des idées, sachant que celle-ci prend toute son importance dans une époque où celle des capitaux et marchandises est assurée, et celle des personnes, violemment niée.

8 - Pierre Rosanvallon, « Penser le populisme », *La Vie des idées*, 27 septembre 2011.

9 - À noter toutefois l'excellent travail réalisé récemment en la matière, à partir d'affinités théoriques et normatives très différentes, par Pierre Rosanvallon (*Le Siècle du populisme. Histoire, théorie, critique*, Paris, Seuil, 2020) et Federico Tarragoni (*L'Esprit démocratique du populisme*, Paris, La Découverte, 2019).